

***LA CRISE DES SUBPRIMES :  
- DECLENCHEUR D'UN NOUVEL ORDRE MONDIAL?  
- QUELLES LECONS EN TIRER?***

MAE 2008-2010

Marie-Audrey OWSIANICKI  
Michel FINCK  
Eric RUFFINONI  
Maurice WILHELM

Janvier 2009

## **Introduction**

Voilà 79 ans, débutait la crise de 1929 : à la débâcle boursière succédait la dépression économique, puis la catastrophe politique. Sommes-nous en train de revivre ce scénario ? Les mêmes causes entraîneront-elles les mêmes effets ?

Dans les ceux cas, nous assistons à l'éclatement d'une bulle spéculative (boursière à l'époque, immobilière aujourd'hui), qui entraîne une chute des cours et une crise bancaire généralisée. A l'époque, la Réserve Fédérale avait tardé à réagir. Aujourd'hui, les autorités politiques et monétaires ont injecté des liquidités et baissé les taux directeurs. Ces mêmes décideurs ont choisi de se désolidariser des banques, comme Lehman Brothers, dont la faillite a déstabilisé le système financier mondial.

Les conséquences économiques, entre 1929 et 1933, se sont traduites par une baisse de 50% de la production industrielle, une chute de 30% du produit intérieur brut, un taux de chômage de 25% et en prime une guerre mondiale 10 ans plus tard.

Aujourd'hui, qu'en est-il et avec quelles perspectives d'avenir ?

La crise des *subprimes* qui a éclaté au printemps 2007 aux Etats-Unis a déclenché une grave récession mondiale.

La crise actuelle dépasse largement le contexte du marché immobilier et pousse les dirigeants du monde à repenser l'ordre économique mondial. Il faut revenir aux fondamentaux d'un système capitaliste qui, peu à peu, s'est laissé submerger par ses excès.

Il s'agit prioritairement d'une crise qui prend son assise sur les modalités d'ouverture du crédit au bénéfice du consommateur dans le simple but de faire tourner la machine économique.

Les constats sur l'endettement sont sensiblement identiques du point de vue micro ou macro économique. Nous avons vécu d'une manière bien trop confiante, comptant à l'excès sur les fruits de la croissance future.

Nous nous attacherons dans un premier temps à expliquer, puis à analyser comment la crise des *subprimes* est apparue. Dans la deuxième partie de notre exposé, nous aborderons les conséquences à court terme, c'est-à-dire sa propagation au niveau financier, économique et social. Enfin nous exposerons les visions à moyen et long termes du G20, ainsi que l'approche personnelle de notre groupe de réflexion.

## **I / Les Subprimes : principes et mécanismes**

Partie du secteur du crédit immobilier américain, la crise des *subprimes* a d'abord eu des conséquences sur la sphère financière locale. Mais elle a pris de l'ampleur en contaminant les autres grandes places financières ainsi que des sociétés non financières, américaines comme non-américaines.

### ➤ **Qu'est-ce que le crédit « subprime » ?**

Aux Etats-Unis, il existe deux niveaux de crédits : les crédits à taux fixe – dits first prime - accordés aux ménages justifiant de revenus confortables et les crédits *subprimes*. Les crédits *subprimes* sont des prêts immobiliers accordés à des ménages américains aux revenus modestes. Si les mensualités de remboursement sont abaissées les premières années, ces prêts sont consentis à des taux d'intérêt variables et de niveau élevé (de 4 à 5 points supérieurs au taux normal et variable en fonction de l'évolution des taux de la FED). Ces conditions d'octroi font peser un risque de solvabilité sur ces ménages. En raison de la fragilité de leur situation financière, ceux-ci peuvent en effet se retrouver en situation de ne plus pouvoir faire face aux échéances de remboursement de leur crédit immobilier.

En 2006, les crédits *subprimes* ne représentaient pas moins de 600 milliards d'USD soit environ 20% de tous les crédits immobiliers octroyés aux Etats-Unis. En fin d'année 2007, leur encours atteignait près de 13% du total des crédits hypothécaires aux Etats-Unis, contre 8.5% en 2001.

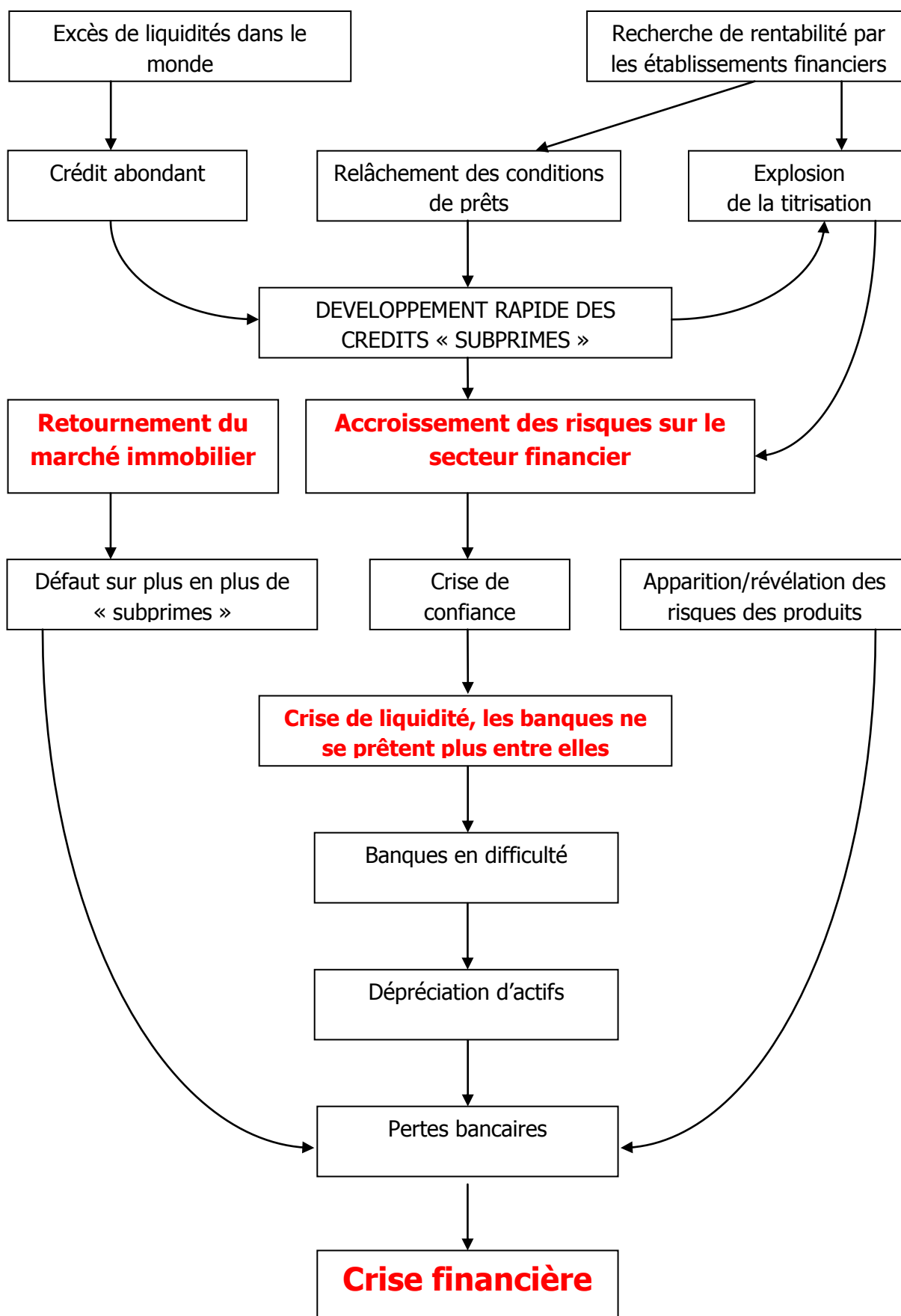
L'endettement des ménages américains a été poussé au maximum par les banques, et facilité par des politiques monétaires et budgétaires (taux d'intérêt de la FED inférieurs à 2% de 2002 à 2004) très accommodantes. A la fin 2007, l'endettement des ménages américains dépassait largement leur revenu disponible, et nombre de foyers ne pouvaient plus faire face aux remboursements.

### ➤ **Le mécanisme des crédits « subprimes »**

La hausse des taux d'intérêt directeurs de la Réserve Fédérale (FED) a entraîné celle des taux des crédits immobiliers outre-Atlantique. En effet, confrontées à un coût de l'argent plus élevé pour financer leurs besoins, les banques ont répercuté ces conditions plus sévères sur leur clientèle.

Parallèlement, l'assèchement de la demande de biens immobiliers (causé par les ventes de logements consécutives à des défauts de paiement) a tiré les prix de ces derniers vers le bas, entraînant du même coup une diminution de « l'effet richesse » des ménages – la valeur de leurs appartements et maisons ayant baissé, leur richesse potentielle s'est en effet amoindrie.

L'infographie qui suit illustre cette démonstration.



Tous ces crédits représentent une masse de créances énorme. Du côté des banques, ces créances ont été regroupées puis « titrisées ». La titrisation consiste à transférer des actifs ou les risques de crédit y afférent sous une forme structurée à des investisseurs tiers. Elle donne lieu à une émission de titres sur les marchés de capitaux, adossés aux actifs sous-jacents (crédits hypothécaires, par exemple) et regroupés par tranches. Certaines de ces tranches incluaient des crédits touchés par des défaillances ou défauts de paiement des ménages. Ces tranches, se basant sur les *subprimes*, sont à l'origine des titres toxiques. Ces derniers sont des instruments de placements (actifs financiers) basés sur les *subprimes*, devenus illiquides et qui entraînent une forte dépréciation des bilans, voire la faillite des institutions financières qui les détiennent en portefeuille et qui appliquent la méthode comptable de la juste valeur. Une masse considérable de titres toxiques est diffusée dans le système financier mondial. De ce fait, les investisseurs se sont retirés de ces produits qu'ils considéraient comme trop risqués entraînant par voie de conséquence la non-cotation de certains fonds et la défiance des marchés vis-à-vis des produits de titrisation. Cette chute de la demande a entraîné un assèchement de la liquidité sur ces mêmes marchés

## **II / Conséquences & impacts de cette crise sur le court terme**

### **A. Crise financière**

La crise des *subprimes* entraîne depuis l'automne 2008 un bouleversement majeur du paysage bancaire international.

#### ➤ **Recours aux fonds souverains**

Un fonds souverain est un fonds de placements financiers détenu par un Etat. Ces placements proviennent des réserves des banques centrales (la Chine par exemple) ou d'avoirs résultant de l'exploitation de matières premières (Norvège, Russie, Qatar). L'ensemble de ces fonds a été évalué à 2 500 milliards de dollars en 2007.

En 2007-2008, ils ont joué un grand rôle dans le secteur financier international, en refinançant plusieurs banques de premier plan affaiblies par la crise des *subprimes*.

#### ➤ **Crise de liquidité bancaire**

Les incertitudes sur les engagements des établissements financiers ainsi que la crainte d'un ralentissement général des activités de la banque de financement et d'investissement ont fini par entraîner une véritable crise de confiance. La défiance envers les banques contraint les investisseurs à se retirer et oblige les banques à trouver elles-mêmes des financements.

La crise de liquidité bancaire a conduit les banques centrales (BCE & FED) en premier lieu, à procéder à de massives injections sur le marché interbancaire afin de permettre aux établissements de refinancer leur activité et d'éviter le déclenchement d'une crise systémique. Ainsi, en Août 2007, la BCE injecte 94.8 milliards d'€ dans le système financier européen pour accroître les liquidités qui manquaient au marché. La FED fait de même en injectant 24 milliards de dollars dans le système financier américain.

A partir d'Août 2007, la forte hausse des taux directeurs à court terme, auxquels se refinancent les banques, constitue un vrai risque pour leur équilibre financier.

#### ➤ **Conséquences sur les comptes des banques, faillite de Lehman Brothers et premières nationalisations**

Les grandes banques mondiales ont annoncé des résultats des troisième et quatrième trimestres 2007 en forte baisse en raison de :

- Pertes directes sur les crédits *subprimes*
- Dépréciations d'actifs dérivés des *subprimes*
- Net ralentissement des activités de banques d'affaires et de marché

Ainsi, Goldman Sachs perd 1.5 milliard de dollars d'actifs au troisième trimestre 2007, Bear Stearns et Lehman Brothers 0.7 chacune, pour ne citer qu'elles.

Lehman Brothers, justement, n'a pas été secourue par le gouvernement américain et est déclarée en état de faillite le 15 septembre 2008. Prenant conscience que les Etats privilégieraient le sauvetage des banques de dépôt, plusieurs grandes banques d'investissement américaines se sont fait racheter afin de sauver leur activité (Bear Stearns, Merrill Lynch, Washington Mutual et Wachovia).

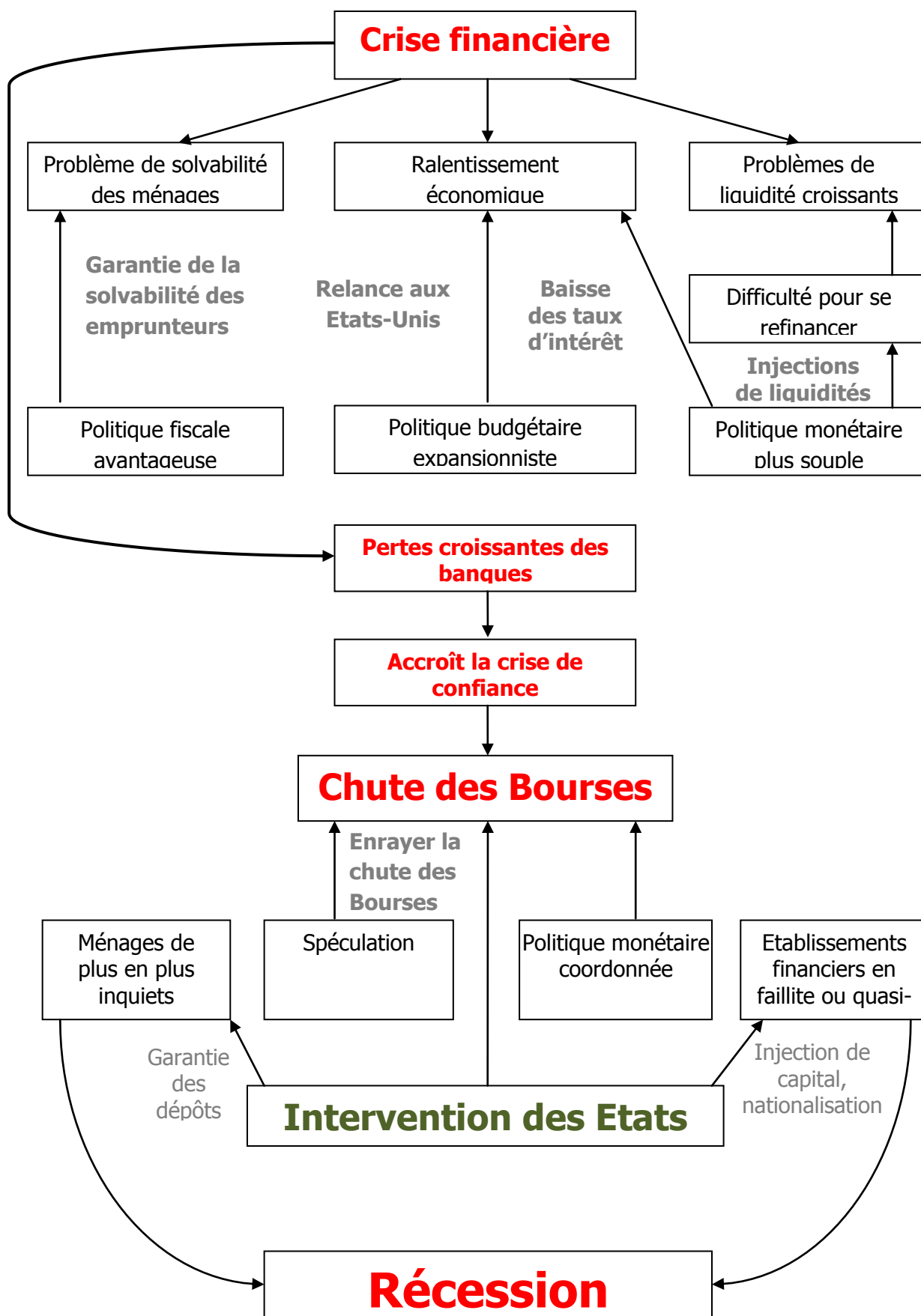
De même, la première nationalisation de la banque britannique Northern Rock au printemps 2008 marque le début de cette vague de sauvetage. AIG, Freddy Mac et Fannie Mae sont sauvées en septembre 2008 par le gouvernement américain. Le Royaume-Uni applique le principe de recapitalisation sur 3 des 4 plus grandes banques britanniques en octobre 2008.

### ➤ *Le krach permanent des Bourses et les gigantesques plans de sauvetage dans tous les pays*

Depuis la faillite de la banque Lehman Brothers, les places boursières connaissent des soubresauts historiques. Aux chutes abyssales succèdent d'incroyables envolées, les marchés sont fous ! Les marchés clôturent régulièrement en baisse d'au moins 5% et le Nikkei a reculé, le 24 octobre, de 9.6%, enregistrant sa cinquième plus forte chute. Pendant ce temps-là, l'once d'or dégringolait de 6%. L'indice CAC 40 a perdu 22% de sa valeur en une seule semaine, du 6 au 10 octobre.

Face à cette dégringolade, les Etats interviennent en masse. Aux Etats-Unis, le Plan Paulson qui prévoit que l'Etat rachète 700 milliards de dollars d'actifs à risques est finalement voté en octobre 2008. En Europe, les différents plans nationaux annoncés autour des 11 & 12 octobre se chiffrent à 1 700 milliards d'euros.

Le schéma ci-après démontre comment la crise a fragilisé toute la sphère financière jusqu'à atteindre la sphère économique.





## **B. Crise économique**

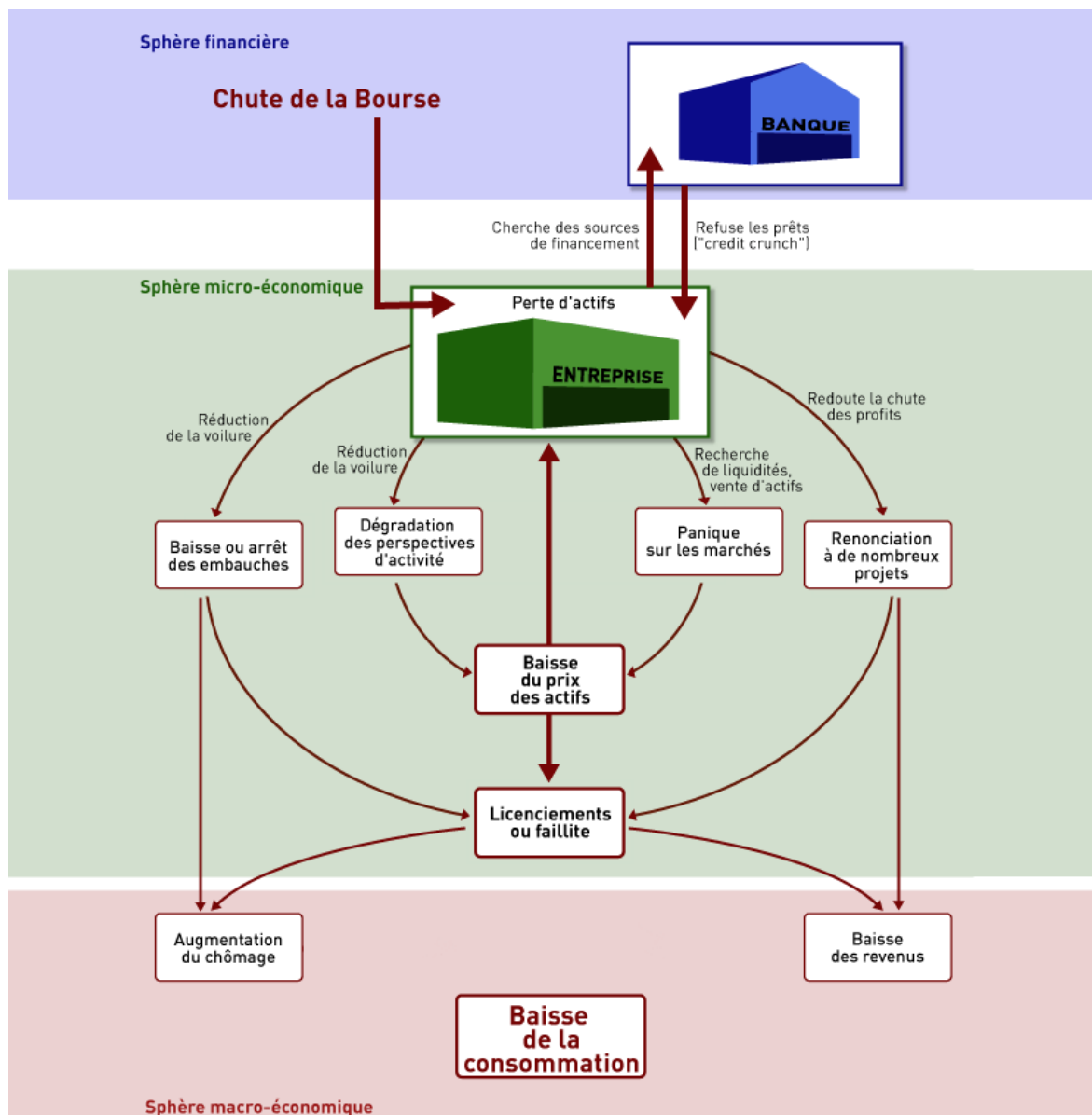
La crise financière a contaminé, en un temps record, l'économie réelle au niveau mondial.

### ➤ **Qu'est ce qu'une crise économique ?**

Une crise économique se traduit par un ensemble de processus défavorables et en rupture avec des tendances antérieures positives. Elle amène à une période de ralentissement voire à une récession. Les économistes considèrent qu'un pays est en situation de crise économique lorsque la croissance de celui-ci est négative durant deux trimestres consécutifs. La plupart d'entre eux sont unanimes sur le fait que les crises sont des phénomènes cycliques.

### ➤ **Le processus de la contagion de l'économie réelle**

L'infographie suivante (source : Le Monde) illustre très bien ce processus :



La crise des subprimes, les énormes volumes d'actifs toxiques sur les marchés financiers, les escroqueries financières ainsi que la crise de confiance envers le système financier ont entraîné une crise financière particulièrement brutale.

Cette crise s'est alors très rapidement propagée à l'économie réelle. Les banques ayant considérablement réduit leurs prêts entre elles, aux entreprises et aux consommateurs, ont entraîné un fort ralentissement, voire une asphyxie de l'économie réelle.

Ainsi, les entreprises rencontrent aujourd'hui des problèmes de trésorerie considérables et doivent faire face à d'énormes pertes d'actifs. Face à un avenir incertain, celles-ci, dans les meilleurs des cas, réduisent ou arrêtent les embauches, vendent des actifs pour retrouver des liquidités et gèlent leurs investissements. Dans certains cas plus graves, d'autres mettront en place des plans de licenciement économique massif ou feront faillite. L'exemple le plus marquant est celui de la branche automobile. Celle-ci, durement touchée par la crise, est au bord de la faillite et prévoit des dizaines de milliers de suppression d'emplois à travers le monde.

Beaucoup de consommateurs sont directement touchés par des pertes financières, ils subiront tous les impacts de la crise économique : augmentation du chômage, baisse des revenus, baisse du pouvoir d'achat entraînant une précarité grandissante et une aggravation de la pauvreté dans les pays en voie de développement. Les consommateurs vont globalement réduire leurs consommations et pour ceux qui le peuvent, s'orienter vers des placements moins risqués. Ceci aura un impact négatif direct sur la sphère micro-économique et la sphère financière.

La crise va ainsi s'auto-entretenir, c'est le commencement d'une phase de ralentissement et même d'une récession économique.

### ➤ La situation actuelle de la crise économique

« Lorsque les Etats-Unis s'enrhument, c'est le monde entier qui éternue ». Cet adage du XX<sup>ème</sup> siècle ne s'est jamais révélé aussi vrai qu'aujourd'hui. Cette crise qui avait débutée aux Etats-Unis, pays le plus consommateur dans le monde, s'est propagée au reste du monde. Toutes les économies mondiales sont actuellement en difficultés.

En Juillet 2008, le FMI projetait déjà un ralentissement global des économies mondiales pour le proche futur. À cette époque le FMI ne soupçonnait pas encore ce qui allait arriver : une grave crise boursière qui allait accélérer et attiser la crise économique.

Sur la dernière partie 2008, la dégradation de la conjoncture a été telle que les points bas macro-économiques du 3<sup>e</sup> trimestre 2008 seront largement dépassés au 4<sup>e</sup> trimestre 2008 et continuera sa descente début 2009. Les pays développés, qui représentent 70% du PIB mondial, affichent pour la première fois depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2001 une croissance négative de -0,2%.

Ce sont principalement la baisse de la consommation privée et la baisse de l'investissement qui sont à l'origine de la récession dans les pays développés. L'ampleur de cette récession est d'autant plus marquée puisque ces pays commercent principalement entre eux. Selon le bureau d'études Euler Hermes, la consommation des ménages, l'investissement logement et l'investissement productif devraient connaître un fort repli sur 2009.

L'ensemble des mesures prises par les gouvernements et les banques centrales, solutions de soutien des banques, la baisse des taux et une ébauche de plans de relance a représenté 8 % du PIB mondial à mi-décembre 2008 (et 3,5% pour les seules mesures de relance). Ces mesures devraient au moins permettre un amortissement de la crise. Selon Euler Hermes, la croissance du PIB mondial sera, cette année, inférieure à 1% alors qu'il était à +2,6% en 2008 et +3,8 % par an en moyenne entre 2003 et 2007.

Ainsi, malgré les actions prises par les différents Etats, les prévisions économiques pour 2009 ne sont pas très réjouissantes.

Malheureusement et bien plus grave encore que la crise économique, une crise sociale est en train de s'établir à travers le monde.

## **C. Crise sociale**

Les salariés sont en première ligne. Le nombre de faillites d'entreprises – et donc de chômeurs – va s'accroître. Les plans sociaux se multiplient et les conflits voient le jour. La crise systémique globale actuelle a son épïcentre aux Etats-Unis, pilier de l'ordre mondial en cours d'effondrement. Pour cette raison, l'impact de la crise y est beaucoup plus violent et durable que dans le reste du monde.

### **➤ Dans le monde**

On assiste actuellement à un doublement mensuel du nombre de saisies contraignant des dizaines de millions d'Américains (en majorité, femmes et enfants qui vivent dans les maisons saisies) soit à être jetés à la rue soit à devoir se reloger aux pires conditions.

Ceci dit, cette crise fragilise les classes moyennes voire plus aisées comme le montrent les licenciements à Wall Street.

La baisse des prix de l'immobilier affecte désormais toutes les catégories des ménages américains qui avaient utilisé les hypothèques sur leur maison pour financer leur train de vie (c'est-à-dire une grande majorité d'Américains). Ils se précipitent actuellement sur leurs cartes de crédit (à des taux prohibitifs) pour essayer de ne pas trop réduire leur train de vie, mais c'est une solution à court terme.

La crise sociale déjà présente, s'aggrave de jour en jour.

La forte chute des Bourses et des valeurs mobilières paralysent complètement les fonds de pension. Certaines classes d'actifs ont perdu entre 30 et 70% de leur valeur depuis 2007. Le montant de ces pertes est tel qu'il n'existe à ce jour aucune alternative aux marchés pour stopper cette baisse.

Ainsi, ce sont des dizaines de millions de nouveaux retraités « baby-boomers » qui commencent à solliciter la trésorerie de ces mêmes fonds. Cela va également entraîner une crise sociale affectant les retraités, en particulier aux Etats-Unis (45% du total des actifs mondiaux des fonds de pension à la fin 2006), au Japon (18%) et dans plusieurs pays européens fortement dépendants du système de retraite par capitalisation, à savoir le Royaume-Uni (7%) et surtout, dans la zone Euro, les Pays-Bas (6%). Le Canada sera également affecté puisqu'il représente 5%. Le reste du monde ne représente que 11% de l'ensemble et les retraités en seront donc peu affectés.

On constate que, d'après cette liste, les retraités de ces pays qui comptaient sur des revenus réguliers (issus des retraites par capitalisation) vont se trouver devant une situation difficile. A la fin de l'année 2008, au rythme du développement de la crise systémique globale dans la sphère économique et financière, certaines organisations (dont LEAP/E2020) estiment qu'une moitié des fonds de pension sera confrontée à des risques d'insolvabilité face non seulement à une baisse drastique de leurs revenus, mais également à une fonte de la valeur de leur capital. Les régulateurs des différents pays concernés devraient très rapidement se saisir de ce dossier car la situation va être dramatique pour des millions de retraités américains, japonais, néerlandais et canadiens.

Un des premiers pays à être touché par la crise est l'Islande. Là-bas, les gens ont tout perdu! Dans un pays tout aussi moderne que le nôtre et qui vivait dans la prospérité : envolées les retraites! Le coût de la vie, dû à la dévaluation de la couronne islandaise, fait un bon inouï! D'autres pays suivent, la Hongrie, l'Ukraine...

Actuellement, plusieurs pays dans le Sud de l'Europe sont en train de s'embraser.

La situation de la Grèce n'est pas liée uniquement à la mort d'un adolescent. Exemple, un étudiant effectuant des études universitaires ne peut s'attendre qu'à un salaire de 600 euros/mois en sortant de l'école.

En Italie et en France également la situation de l'Education se dégrade. En Espagne, le chômage est en train d'exploser, plus de 12 %! Certains espagnols ont tout perdu et retournent à la soupe populaire...

### ➤ Le cas de la France

Le nombre de chômeurs inscrits à l'ANPE en catégorie 1 (qui sert de baromètre de référence depuis 1995, et qui ne retient que les personnes cherchant un emploi à temps plein en CDI et n'ayant pas travaillé plus de 78 heures dans le mois écoulé) a augmenté de 2,4% (+ 46.900 personnes) en octobre par rapport à septembre et de 4,4% sur un an, repassant au-dessus des deux millions.

Il faut remonter à mars 1993 pour retrouver une hausse mensuelle plus forte (54600). Ce chiffre était tombé sous la barre des 2 millions de personnes en mai 2007.

Si l'on englobe l'ensemble des inscrits, c'est-à-dire les chômeurs ayant un pied dans le chômage, un pied dans l'emploi, leur nombre se trouve aux alentours des 3,55 millions à fin octobre 2008.

Le chômage gagne du terrain en France. D'après les statistiques mensuelles de l'Insee rendues publiques en décembre, les chiffres de novembre sont encore plus mauvais que ceux d'octobre. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en catégorie 1 fait un bond de 3,2 % (+ 64.000 personnes) en novembre 2008 par rapport à octobre et de 8,5 % sur un an, pour s'établir à 2.068.500. Il s'agit de la septième hausse mensuelle consécutive depuis mai dernier.

Le constat est d'autant plus inquiétant que nombre de plans sociaux annoncés récemment ne sont pas encore pris en compte. Avec la crise économique, la tendance a désormais peu de chances de s'inverser dans les tout prochains mois. Car, si la France a bien échappé de peu à la récession au troisième trimestre 2008, avec une croissance de tout juste 0,1 % selon l'Insee, elle ne devrait pas, en dépit du plan de relance, être en mesure de l'éviter très longtemps. L'Insee s'attend à ce que la France bascule dans la récession au début de l'année prochaine pour la première fois depuis 1993 : elle prévoit un effondrement de son PIB de 0,8 % au dernier trimestre 2008, suivi d'un nouveau recul de 0,4 % au premier trimestre 2009.

Les prévisions annoncent 169 000 suppressions d'emploi pour le seul premier semestre 2009.

### **De cette peur du chômage, peur de s'appauvrir, les personnes essaient de se prémunir en épargnant.**

Depuis quelques années, les banques et institutions financières ont privilégiés les placements sur le marché financier. En termes de pourcentage, les Français ont toujours été plus réticents à ces types d'épargne que le reste de l'Europe ou des Etats-Unis. Dans une situation telle que nous la vivons, la prudence a été récompensée.

55% des Français sont propriétaires de leur logement. Même s'il y a une baisse de la valeur des biens, la situation est beaucoup plus compliquée aux Etats-Unis où les ménages sont bien plus endettés.

Cependant la plupart des épargnants ont le sentiment de s'appauvrir. Les économistes appellent ceci un effet d'appauvrissement. Les personnes compensent la perte de leur patrimoine en dépensant moins. D'autres valeurs refuges continuent de se valoriser comme l'or ou les œuvres d'art.

### **Pour les contribuables : quels impôts demain ?**

Quel que soit le montant des emprunts que l'Etat devra réaliser, la charge de la dette est appelée à grossir. Et il faudra la rembourser.

Aujourd'hui, seul l'Etat a les moyens de pouvoir atténuer la crise financière. Néanmoins il faudra bien payer un jour car les dettes d'aujourd'hui sont les impôts de demain.

En Europe, la facture se monte à 1 700 milliards d'euros dont 480 pour l'Allemagne, 380 pour le Royaume-Uni et 360 pour la France.

L'augmentation des dépenses sociales associée à la diminution des recettes fiscales grossira encore le montant de cette facture.

A force d'emprunter, les Etats seront-ils contraints de rémunérer davantage leurs prêteurs ? Une récente étude (datée du 1er octobre) de Standard & Poor's, agence de notation qui surveille la qualité des emprunteurs, estimait que les pays européens (à l'exception de l'Islande) ne fragilisaient pas leurs finances publiques en renflouant leurs banques. Cette analyse soulignait même que l'impact financier du vieillissement de la population représentait une menace plus sérieuse que la crise financière actuelle. L'avalanche de milliards déversés ces derniers jours conduira-t-elle cette agence - ou ses concurrentes - à modifier son jugement ?

### **Comment traiter le chômage quand on jette les employés à la rue ou comment le Président de la République Française veut limiter l'impact social de la crise.**

Le Président de la République a annoncé :

- l'extension du contrat de transition professionnel (CTP), expérimenté depuis deux ans
- un assouplissement de la réglementation sur le chômage partiel.
- un plan de relance tourné vers l'automobile et le bâtiment.

Le chef de l'Etat a confirmé que le champ d'application du CTP, contrat assurant à des salariés licenciés économiques, un revenu de remplacement de 80% du salaire brut pendant 12 mois maximum et des mesures d'accompagnement renforcé, passerait de 7 à 25 bassins d'emploi, dont ceux de Sandouville (Seine-Maritime), siège d'une usine Renault particulièrement touchée par la chute de l'activité du constructeur, et de Niort (Deux-Sèvres), frappé par la faillite de la société de vente à distance Camif.

A moyen terme, en plus du CTP, le président de la République a également annoncé sa volonté de faciliter le recours au chômage technique ou partiel, qu'il a préféré appeler "activité partielle", jugeant que c'était "plus valorisant". Le but est de laisser la personne dans le monde du travail. On perd des semaines de travail, du pouvoir d'achat, mais la personne garde ses repères et son travail par rapport à la vie sociale.

Nicolas Sarkozy s'est ainsi prononcé pour le relèvement du plafond des heures de chômage partiel autorisées, proposant de les faire passer "de 600 à 800 voire à 1.000 dans les secteurs les plus en difficulté". "Je pense qu'on doit porter de quatre à six semaines la durée consécutive d'activité partielle" a-t-il également souhaité.

### **Cependant, cette réponse à moyen terme n'est pas satisfaisante pour les différentes parties.**

### **III / Vision à plus long terme**

#### **➤ Nouvelles données du marché financier, G20...quels impacts de ces mesures**

La crise du marché financier précédée de celle du marché de l'immobilier a plongé le monde dans une récession économique dont on ne peut, aujourd'hui encore, mesurer les conséquences sur les plans globaux du développement de la vie future. Sans donner dans le catastrophisme, la crise semble bien plus grave que celles de ces 15 dernières années. Un parallèle systématique avec la crise de 1929 serait un leurre ; l'histoire ne se répète pas.

Les 19 pays dont l'économie et le développement contribuent au progrès du monde, se sont réunis en urgence le 15 novembre 2008, afin d'édicter, de souligner et d'esquisser les principaux mécanismes souvent complexes qui sont protagonistes du malaise financier. Il faut savoir que le G20 représente les 2/3 du commerce et de la population mondiale et plus de 90% du PIB.

Cette réunion sera suivie d'une autre le 2 avril 2009 à Londres.

Pour plus de compréhension des mécanismes financiers apparemment coupables du déclenchement d'une crise bien plus profonde, il est intéressant de citer les mesures proposées.

Et dans un premier temps, ces pays du G20, au nombre de 19, qui sont ils ?

Il s'agit de l'Allemagne, l'Afrique du Sud, l'Arabie Saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, la Corée du Sud, les Etats-Unis, la France, l'Inde, l'Indonésie, l'Italie, le Japon, le Mexique, le Royaume-Uni, la Russie, la Turquie.

Les principales mesures objets du sommet de novembre ont le mérite de mettre au clair les dysfonctionnements systémiques repérés. Ces mesures ont un rôle de contrôle des marchés. Il s'agit d'accroître le pouvoir des autorités de régulation, de mettre fin aux pratiques de ventes massives en bourse précédées de rumeurs erronées, d'améliorer la législation sur l'attribution des crédits, de lutter contre les effets pervers de l'existence de la cinquantaine de paradis fiscaux de par le monde. Ceux-ci servent de « trous noirs » de la finance, ils ont un effet délétère sur la transparence et la lisibilité des crédits. Il s'agit aussi de limiter les bonus et les « golden » rémunérations, de revoir les normes comptables IFRS (International Financial Reporting Standard) : plus précisément, l'article qui traite des méthodes de valorisation. Apparemment, ces méthodes de calcul ont créé des trous béants dans les bilans des institutions financières et ont un effet toxique sur les valorisations boursières.

Peut-être s'agit-il également de réfléchir à la création d'un nouvel ordre monétaire, peut-être construit à l'image de l'unité Euro, à la proportionnelle du taux de parité au moment du passage à cette monnaie. Ce projet est une utopie à l'heure actuelle car cela nécessite un grand nombre de pré-requis à l'image de la construction lente et progressive de l'Union Européenne. Au minimum, à défaut d'une culture et d'une éthique commune, des accords commerciaux, fiscaux, sociaux, environnementaux, sont nécessaires. Il y a, en la matière, des passages incontournables qui ne s'inventent pas.

Sur les effets négatifs de la prépondérance du dollar dans les échanges, notre président de la République a eu le mérite de soulever cette question à la clôture du sommet. Il a eu le courage d'évoquer les effets négatifs et pervers de la prépondérance d'une monnaie nationale -le dollar- sur les échanges du monde. Cela pose un préalable et suscitera certainement des émules. Voilà plus de 30 ans que les dysfonctionnements liés au dollar, monnaie mondiale, sont évoqués.

Aujourd'hui, il y a urgence, alors que faire ? C'est là que la conférence de Bretton Woods d'il y a 54 ans prend tout son sens. Si un nouvel ordre monétaire mondial a pu être construit en 1944, c'est parce que la dépression et la guerre avaient convaincu les parties prenantes, que la stabilité économique était un bien commun dont la préservation peut exiger des sacrifices.

Les divers spécialistes et chroniqueurs économiques évoquent 3 scénarios possibles à partir de 2009.

Le premier scénario dur, s'articule autour d'une prise en main très énergique des Etats qui contrôlèrent l'ensemble des protagonistes économiques, notamment en freinant les licenciements et en matraquant les gros salaires. Les risques de cette première option, sont déjà visibles : une intervention trop forte des Etats, la relance des déficits budgétaires, les solutions maintes fois utilisées durant le 20<sup>ème</sup> siècle dont le protagoniste fût JM Keynes, aurait cette fois une conséquence fâcheuse, celle de ruiner les Etats, de les affaiblir. Les risques d'échauffement voire d'explosion du marché obligataire repérés par bien des économistes en cette fin janvier 2009 en représenteraient les prémisses ?

Le second scénario (mou) se caractérise par une intervention des Etats, uniquement pour éviter les catastrophes. En somme, on laisse libre cours au capitalisme libéral, en espérant qu'une fois de plus, la théorie de l'économiste JB Say, la main invisible, n'opère les régulations naturelles du marché. Dans ce 2<sup>ème</sup> cas, les organismes internationaux FMI, ONG, organisent, contrôlent, accroissent leur capacité de régulation et de répression. Le G20 remplace le G8 et devient le vrai directoire du monde.

Le troisième scénario, celui des années 30, qui privilégiait le protectionnisme et qui a provoqué l'avidité inter-ethnies et des conflits, ne doit pas être envisagé. Voilà le scénario à éviter à tout prix.

Les plans de relance en question :

Il ne fait aucun doute que le monde entame l'année nouvelle avec des perspectives de difficultés économiques et sociales catastrophiques dont nul n'a expérimenté l'ampleur à ce jour. Mais la conséquence la plus dangereuse serait le repli sur soi. Cela s'appelle protectionnisme et xénophobie au niveau de l'économie d'une nation, privation de projets, développement par refus de crédits au niveau de l'entreprise privée, mais aussi et surtout à titre individuel. Nous parlerions là d'appauvrissement, un moindre mal. Plus grave serait la régression de notre niveau de développement, le retour à un stade plus primitif. Si nous sommes submergés de mauvaises nouvelles et que celles-ci nous pétrifient au point d'en devenir impuissant face à notre environnement, alors les forces du mal auront gagné et le processus vertueux de création de richesse, déclenché en 1450, par une conjonction miraculeuse de facteurs indispensables, sera irrémédiablement stoppé.



## ➤ Vision de notre groupe de réflexion

En 1929, la crise a trouvé une solution en 1945 par le nouveau système monétaire. Entre temps il y a eu la période 1933-1945. Un autre moyen de remettre un pays en marche est de favoriser le patriotisme : l'Italie et l'Allemagne nous l'ont montré à une époque récente, mais au siècle dernier. Les décisions politiques de ces prochains mois, la profondeur de la crise fera que demain (dans 20 ou 30 ans), le système mondial fonctionnera sur d'autres bases. Le tout est de savoir comment on va passer d'un point à un autre.

Plusieurs réflexions économiques s'imposent :

- Les protections sociales : doit-on les réduire, voire les supprimer ou au contraire les augmenter ?
- Le temps de travail : faut-il passer aux 30 heures hebdomadaires afin de redistribuer le travail ou revenir à la semaine de 48 heures ?
- La France a une économie basée sur les 3 secteurs : agricole, industriel et service. Doit-elle se concentrer sur un seul secteur ou continuer sur tous ces secteurs ?
- Tout le monde souhaite attirer les capitaux afin de les investir vers la recherche et l'innovation : comment faire et ainsi ne pas prendre du retard sur l'intelligence afin de préserver notre pouvoir d'achat.

Beaucoup de questions et peu de réponses.

Une autre façon d'envisager l'avenir :

Quelques questions :

Parmi votre entourage, combien de personnes connaissez-vous, directement ou indirectement, qui sont

- atteintes d'un cancer ?
- de diabète ?
- stériles ?

Ce sont des maladies que la science croit liée aux facteurs environnementaux.

Cette génération d'enfants sera-t-elle la première de l'histoire moderne à être en moins bonne santé que ses parents. Si tel est le cas, est-ce acceptable ?

Nous sommes dans une économie mondiale dont l'un des objectifs est de rester dans le cercle des privilégiés où l'on récolte les fruits de la croissance. La richesse produite par la planète ne profite qu'à 1/5 de la population. Même si ce chiffre est en croissance, les bénéficiaires sont devenus mondiaux et non plus américains ou européens. Ainsi nous constatons que, dans ces pays, de plus en plus de personnes s'appauvrissent. Elles sont remplacées par des chinois, des indiens, des russes, des brésiliens...

Doit-on trouver une solution au niveau du pays, du continent ou du monde ?

Quand une crise apparaît, nous constatons un repli sur soi. Ne faudrait-il pas au contraire faire jouer la solidarité ?

En 1991, la France était endettée à hauteur de 35%, en 2002 de 58% et en 2006 de 67%.

Dans ce monde au fonctionnement complexe, il n'y a pas que l'économie. L'énergie (soleil, eau, air et terre) sera en tout point un élément fondamental de notre futur environnement.

Cette crise a permis de laisser apparaître un certain nombre de défauts du système actuel.

Notre opinion sur le futur doit être une réponse coordonnée et mondiale. Attali propose une référence supranationale telle que l'organisation du football, la FIFA. Celle-ci et ses filiales organisent ce sport en partant du plus petit club jusqu'au spectacle le plus regardé et le plus attendu : la coupe du monde.

Plusieurs domaines vont se développer dans le futur. Comme nous l'avons déjà abordé, nous voyons le système s'articuler autour de 3 axes :

- Information et communication : internet, apprentissage, formation, recherche, échanges et services commerciaux...
- Protection de l'environnement, ralentissement du réchauffement climatique et gestion des ressources naturelles : comment intégrer ces trois éléments dans le monde économique ? Les enjeux sont de taille. Il s'agit de fournir à l'ensemble de la planète suffisamment d'eau potable et d'énergie plus propres. Les nouvelles technologies relatives aux énergies renouvelables et au traitement de l'eau joueront un rôle majeur.
- Les services à la personne : médical, pharmacie, crèches, école, université, formation, handicap, personnes âgées, sport et loisirs...

Ceci est le côté positif de cette crise. Plus globalement, il y aura plus de gens riches et plus de gens pauvres, mais pas dans les mêmes proportions. Ainsi les activités de low cost devraient, au même titre que les entreprises qui gèrent le luxe, se développer.

N'oublions pas le facteur écologique et la situation des peuples. Ces personnes 'pauvres' sont passées en quelques années de 1 repas par jour à 2. Tandis qu'en France, en Europe, aux Etats-Unis, une partie de la population est passée de 3 à 2 repas par jour. S'agit-il d'un réajustement mondial ou d'un basculement irréversible ?

Le réchauffement climatique a des effets sur le niveau de la mer et des océans. Il y a 40 % de la population mondiale qui vit au bord de l'eau. Ces personnes nous rendent coupable de ce phénomène. Si le niveau monte et que ces personnes migrent vers nos pays, l'Europe, par exemple, est-elle capable d'absorber 100 millions de personnes supplémentaires ? Nous pouvons émettre des doutes quand on a vu que l'Allemagne (le pays de l'Europe le plus puissant) a mis 20 ans pour absorber l'Allemagne de l'Est.

La crise financière, économique et sociale que nous vivons, les enjeux climatiques, environnementaux et politiques qui se jouent aujourd'hui et dans les années qui viennent, tous ces éléments complexes sont en train de se combiner pour donner une base d'une nouvelle civilisation pour nous et nos enfants.

Une réflexion qui peut faire basculer le monde : Comment et avec quoi peut-on faire rêver les hommes ?

## **Conclusion**

Après avoir défini les grands principes des crédits subprimes américains, nous avons démontré en quoi ceux-ci ont été l'élément déclencheur de la crise financière actuelle. La crise économique amorcée fin 2008 est également une conséquence directe de ces troubles et celle-ci influencera très prochainement la sphère sociale déjà dégradée et qui s'accroîtra dans un avenir proche. Dans notre dernière partie, nous nous sommes efforcés de mettre l'accent sur les portes de sortie à cette crise et de cibler les tendances du nouvel équilibre mondial.

Nous vivons une mutation vers un nouveau modèle de croissance, passant d'une économie de « l'avoir plus » à une économie de « l'être mieux ».

Les mutations à l'œuvre, les grands chantiers mondiaux censés éradiquer cette récession, s'ils sont parfaitement connus et repérés, mettront plusieurs années avant de produire les effets souhaités. Le commerce équitable, les accords de Kyoto (réduction des effets de serre), une monnaie d'échange censée supplanter la prépondérance du dollar, le développement durable : ces belles notions sont dépendantes de la volonté de chaque pays voire de chaque région à adhérer aux solutions préconisées. Si c'est la finance mondiale qui est montrée du doigt, c'est le procès de tout un système qui est instruit. « Au fond, la crise a surtout fait une victime : la société elle-même et le sens qu'on lui prête. Pas facile de désigner un responsable, et sans « coupable », cette crise n'offre pas de voie expiatoire ».

La crise impose des mesures d'urgence pour relever un triple défi : le passage d'une technologie à une autre, le déplacement de la production lié à la globalisation et le réchauffement climatique. Peut-être faudra-t-il savoir admettre que les bonnes idées ne viennent pas seulement d'en haut ? L'idée qu'en vivant autrement, on peut vivre mieux se banalise. De nouveaux réflexes apparaissent, qui naissent de nouvelles offres. Le Vélib est peut-être le symbole de ce changement profond qui pourrait concerner l'essentiel des populations. Pourquoi acheter, entretenir, quand il est simple de prendre un véhicule chez Autolib' un véhicule pour ce qu'il est : un moyen de transport adapté à son besoin.

Pour construire cette économie, encore faut-il être à l'écoute des besoins ? Cela suppose une autre manière de travailler. C'est là que l'on change d'ère. C'est là que l'on entre, à condition de la construire, dans l'économie du quaternaire.

L'économie du quaternaire permet de sortir de ces trois impasses. Basée sur les nouvelles technologies, elle développe des services non délocalisables. Les produits du quaternaire sont favorables à l'environnement. Par ailleurs, ce type d'économie, qui touche toutes les couches de la population, augmente l'offre et la demande en même temps et par conséquent, crée de l'emploi. Par exemple, la consommation par chaque ménage d'une heure de service créerait quelques 2 millions d'emplois qualifiés et non qualifiés.

Appliquons-nous désormais à mettre en œuvre ces nouvelles idées : notre avenir, c'est aujourd'hui que nous le façonnons !

## **Sources**

### ▪ **Recherches diverses sur Internet :**

[www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

[www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)

[www.lesechos.fr](http://www.lesechos.fr)

[www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr)

[www.eulerhermes.com](http://www.eulerhermes.com)

### ▪ **Revue et journaux :**

Enjeux-Les Echos des mois de Novembre & Décembre 2008 et Janvier 2009

Le Monde, les quotidiens des mois d'Octobre, Novembre & Décembre 2008 et Janvier 2009

L'Express du 10/10/2008

Financial Times du 24/10/08

### ▪ **Essais et Roman :**

Daniel COHEN :

- Trois leçons sur la société post-industrielle

Jacques ATTALI :

- Fraternités : une nouvelle utopie
- Une brève histoire de l'avenir